



IMPACT POTENTIEL DU CONFINEMENT SUR L'ACTIVITE ECONOMIQUE DES HAUTS-DE-FRANCE

L'entrée en vigueur du confinement le 17 mars en France a provoqué une baisse de l'activité économique estimée à 36% du PIB par l'Insee. Une régionalisation de cette estimation prenant en compte la structure sectorielle de la région amène à estimer une baisse de 34% du PIB des Hauts-de-France, l'écart s'expliquant par un secteur non marchand plus présent dans la région. L'impact sur le secteur marchand est supérieur dans la région comme en France (-42% de valeur ajoutée). Les secteurs apparaissent différemment touchés, des secteurs comme l'hôtellerie-restauration ou la construction sont quasiment à l'arrêt tandis que d'autres apparaissent peu touchés à court terme à l'image des activités des banques et assurances. Toutefois, les situations sont très différentes au sein même de chaque secteur et les effets peuvent être différés. Par ailleurs, cette estimation reflète l'effet structurel du confinement pour la région et ne prend pas en compte l'effet local. L'impact à moyen terme dépendra de la capacité des acteurs à rebondir.

L'entrée en vigueur du confinement le 17 mars en France a provoqué une baisse importante de l'activité économique. Plusieurs organismes ont entrepris des travaux pour estimer l'impact du ralentissement sur l'économie nationale afin d'anticiper les conséquences potentielles sur la croissance pour l'année 2020. L'ensemble de ces travaux estiment que le confinement se traduit par une baisse d'activité allant de 25% selon l'OCDE à 36% selon l'Insee. L'OFCE et la Banque de France ont pour leur part estimé chacun la perte d'activité à 32% du PIB. L'ensemble de ces hypothèses se traduit par une perte de 3 points de PIB annuel pour un mois de confinement.

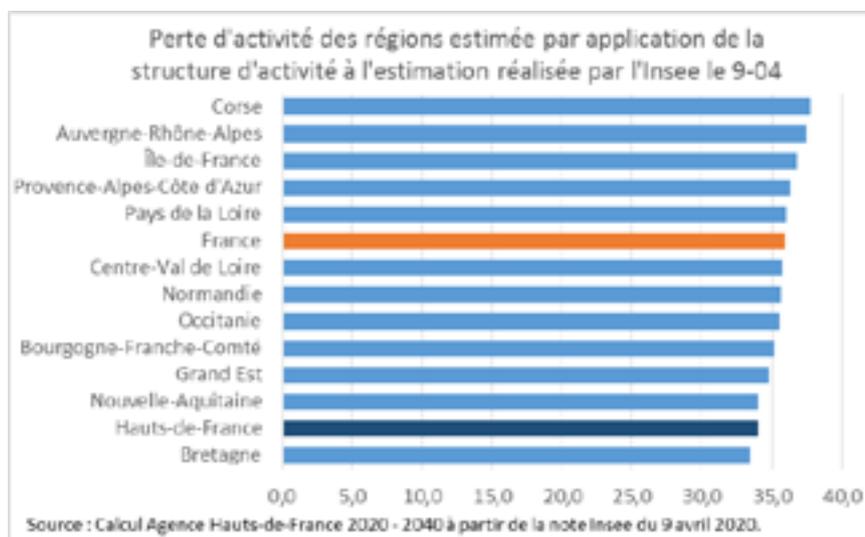
Un impact potentiel de 34% pour la région s'expliquant par un poids plus important des services non marchands moins impactés à court terme

A partir de la note réalisée par l'Insee détaillant l'impact par secteur d'activité, L'Agence Hauts-de-France 2020 - 2040 a réalisé un travail de régionalisation de cette estimation en s'appuyant sur la répartition sectorielle de la richesse régionale. Selon cette méthode, le confinement réduirait de 34% l'activité économique de la région, soit 2 points de moins que l'estimation nationale. Le relatif moindre impact en Hauts-de-France s'explique par un poids

important de la production de richesse liée aux services non marchand. L'Agence Hauts-de-France 2020 - 2040 a également réalisé une régionalisation de l'analyse de l'OFCE aboutissant au même écart de 2 points entre la région et l'estimation nationale, également sous l'effet du poids plus important des services non marchands. Pour ce secteur comprenant en particulier les services publics, l'impact estimé à court terme est faible dans les deux études en raison d'un maintien de nombreuses activités essentielles et d'une création de valeur ajoutée correspondant principalement aux salaires versés.

L'ensemble des régions potentiellement touchées selon des ordres de grandeurs comparables

Selon cette méthode, la région serait parmi celle ayant l'impact le plus faible sur sa production économique (Cf. Graphique). L'impact régional s'étale en effet de 33,5% pour la Bretagne à près de 38% pour la Corse particulièrement impactée par la chute des activités liées au tourisme. Il convient toutefois de nuancer le positionnement des Hauts-de-France. En effet, le principal message à retenir de cette analyse par région est que l'ensemble des régions seraient touchées dans un niveau d'ampleur comparable, les écarts apparaissant marginaux comparativement à l'importance de la baisse.



Des effets locaux pouvant impacter différemment les Hauts-de-France

La méthode d'estimation présentée dans cette note ne prend en compte qu'un effet structurel sur de grands secteurs induisant plusieurs limites. Tout d'abord, la décomposition en grands secteurs d'activité ne prend pas en compte des filières plus fines pouvant être impactées de façon très différentes notamment dans les secteurs industriels et productifs. Par ailleurs, l'effet local n'est par définition pas pris en compte dans cette estimation. Pour cette situation de confinement, l'effet local peut en particulier concerner l'application plus ou moins forte des mesures de confinement en lien avec une exposition différenciée à l'épidémie. Ainsi, l'apparition de l'épidémie dans l'Oise a touché plus tôt les activités du département et de la région. A plus long terme, l'impact sur le PIB annuel dépendra des capacités de rebond des territoires et des acteurs économiques. La capacité de résilience des entreprises et des territoires, le rattrapage de consommation des ménages et l'action des acteurs publics pour compenser les pertes d'activités seront ainsi essentielles pour limiter les impacts du confinement.

Des impacts très différents selon les secteurs d'activité

Si l'impact sur l'activité économique globale représente 34% de la production de richesse, l'impact est plus élevé sur les activités marchandes avec une baisse de 42% dans les Hauts-de-France comme à l'échelle nationale tandis que l'impact sur les activités non marchandes est estimé à 4%. Au sein des activités marchandes, les disparités sont importantes entre secteurs d'activité et au sein même des secteurs d'activité (Cf. tableau).

Sous l'impact direct des obligations de fermeture, les services d'hébergement et de restauration sont quasiment à l'arrêt (-90%). Aussi, le secteur de la construction enregistre une baisse de

88% de l'activité affectée par l'arrêt partiel ou total des chantiers. De même, les services de transports sont également fortement ralentis engendrant une baisse de 64% de l'activité du secteur « transport et entreposage ». Enfin, la baisse de l'activité est également supérieure à 50% pour le commerce avec des situations disparates entre les commerces pouvant maintenir leur activité et les commerces fermés mais aussi entre les commerces physiques et la vente à distance. D'autres activités de services semblent par contre peu impactées à court terme par le confinement à l'image des secteurs de la finance et assurance ou des activités immobilières. Ces secteurs peuvent toutefois être touchés par les impacts à long terme de la crise.

La baisse de l'activité industrielle est estimée à 40% du PIB pour les Hauts-de-France avec des disparités importantes entre secteurs et au sein des filières. L'impact est potentiellement important sur la fabrication des matériels de transports ou sur la fabrication d'équipements. A l'inverse, l'industrie agro-alimentaire apparaît comme la moins impactée avec une baisse de l'activité estimée à 5%. De même, le secteur agriculture, sylviculture et pêche semble touché à hauteur de 10% selon les estimations de l'Insee.

Références :

Insee – Point de conjoncture du 9 avril 2020
<https://insee.fr/fr/statistiques/4478214?sommaire=4473296>

Sciences Po, OFCE – Évaluation au 30 mars 2020 de l'impact économique de la pandémie de COVID-19 et des mesures de confinement en France
<https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/pbrief/2020/OFCEpbrief65.pdf>

Estimation Macro de la perte d'activité liée au COVID 19 de la région par régionalisation de la note Insee du 9 avril

	Hauts-de-France			Estimations nationales	
	Part dans le PIB régional	Impact estimé par secteur	Contribution à la perte d'activité régionale (en point de PIB)	Part dans le PIB régional	Contribution à la perte d'activité Nationale (en point de PIB)
Agriculture, sylviculture et pêche	2,2	-10	-0,2	2	-0,2
Industrie	17,0	-40	-6,8	14	-6
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	3,6	-5	-0,2	2	0
Cokéfaction et raffinage	0,0	-80	0,0	0,2	0
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	1,1	-72	-0,8	1	-1
Fabrication de matériels de transport	1,2	-61	-0,7	1	-1
Fabrication d'autres produits industriels	8,6	-53	-4,5	6	-2
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2,6	-23	-0,6	2	-1
Construction	5,6	-88	-4,9	6	-5
Services princip. marchands	46,7	-38	-17,8	56	-22
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	9,5	-56	-5,3	10	-6
Transports et entreposage	4,8	-64	-3,1	5	-3
Hébergement et restauration	2,1	-90	-1,9	3	-3
Information et communication	2,4	-34	-0,8	5	-2
Activités financières et d'assurance	3,3	0	0,0	4	0
Activités immobilières	12,3	-1	-0,1	13	-0,2
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	9,7	-47	-4,6	14	-6
Autres activités de services	2,6	-77	-2,0	3	-2
Services princip. non marchands	28,5	-4	-4,3	22	-3
Total	100,0	-34,1	-34,1	100	-36

Source : Calcul Agence Hauts-de-France 2020 - 2040 à partir des hypothèses nationales et des répartitions sectorielles de la valeur ajoutée des régions.

Rédacteur | Grégory Marlier | gregory.marlier@hautsdefrance.fr
 (Agence Hauts-de-France 2020-2040) - Service Observatoire et Prospective
 Coordinatrice de publication | Sylvie Delbart | sylvie.delbart@hautsdefrance.fr
 (Agence Hauts-de-France 2020-2040)

Retrouvons-nous sur



#HDF20202040

Hauts-de-France



Région
Hauts-de-France